

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 28/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STEF LOGISTIQUE ALSACE**

93 boulevard Malesherbes  
75008 Paris

Références : 0006701050/CS  
Code AIOT : 0006701050

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement STEF LOGISTIQUE ALSACE implanté Rue des Entrepôts 67116 Reichstett. L'inspection a été annoncée le 25/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à la mise en demeure du 30 juillet 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEF LOGISTIQUE ALSACE
- Rue des Entrepôts 67116 Reichstett
- Code AIOT : 0006701050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STEF Logistique Alsace exploite une plateforme logistique frigorifique rue des Entrepôts à Reichstett.

Le site comprend un entrepôt frigorifique comportant plusieurs chambres froides d'une capacité totale de 148 335 m<sup>3</sup>. Les installations comprennent 3 installations de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac associées à 3 tours aéroréfrigérantes (TAR), 4 chambres de réfrigération fonctionnant aux hydrofluorocarbures (HFC) et 2 installations de réfrigération fonctionnant aux CO<sub>2</sub>.

Le site est classé comme suit :

Rubrique	Alinéa	Nature	Quantité totale / Capacité totale	Régime
2925	1	Charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène	235 kW	D
1511	1	Entrepôts frigorifiques	148335 m3	E
4735	1.a	Ammoniac	7.6 t	A
2921	1.b	Installations de refroidissement évaporatif	3 kW	DC
2921	1.b	Installations de refroidissement évaporatif	2905 kW	DC
1185	2.a	Quantité susceptible d'être présente	1300 kg	DC

L'exploitation des installations est encadrée par l'arrêté préfectoral du 02/12/2013 (codificatif) complété par l'arrêté du 17/03/2022.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

#### Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque toxique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Détection d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure L171-8	AP de Mise en Demeure du 30/07/2025, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit impérativement présenter les justificatifs de bon fonctionnement de ses détecteurs d'ammoniac au plus tard le 25 mai 2026. L'exploitant veillera à fournir à l'inspection les

justificatifs couvrant le respect des seuils de toxicité/explosimétrie ainsi que le bon fonctionnement des asservissements en correspondance aux seuils détectés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en demeure L171-8

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/07/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations fonctionnant à l'ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société STEF LOGISTIQUE ALSACE située rue des Entrepôts à REICHSTETT, est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 3, 6 et 7 l'arrêté ministériel du 16/07/1997 susvisé, et reprises ci-après : - Arrêté Ministériel du 16/07/1997 - Article 3 - évacuation de l'ammoniac La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique [...], de façon à éviter, à l'intérieur des locaux, toute stagnation de poches de gaz. [...] - Arrêté Ministériel du 16/07/1997 - Article 6 - consignes et procédures : De façon à permettre, en toute circonstance, le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter, explicitement, la liste détaillée des contrôles à effectuer, [...], à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et de la remise en route, après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. [...] - Arrêté Ministériel du 16/07/19-97 Article 7 - état des quantités d'ammoniac L'exploitant doit tenir à jour un état, indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, [...] »
<b>Constats :</b>  La visite de la salle des machines permet de constater la réalisation des travaux de reprise du plafond du local. La fermeture des trémies du plafond écarte le risque de stagnation de poches de gaz à l'intérieur des locaux. L'exploitant a transmis, en amont de la visite, la mise à jour et les compléments aux consignes et procédures d'exploitation de ses installations. Les documents présentés couvrent effectivement les différentes phases de conduite normale, d'arrêt pour travaux entretien et de la remise en route, après un arrêt prolongé des installations. L'exploitant a présenté un tableau indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation. L'inspection rappelle à l'exploitant que cet état de quantité d'ammoniac s'applique à toutes ses installations d'ammoniac et qu'il sera tenu à jour.  Au vu des constats réalisés la mise en demeure du 30 juillet 2025 est de fait levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : Détection d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  
[...]

**Constats :**

L'exploitant a défini dans son programme de maintenance un contrôle semestriel des détecteurs. Le dernier contrôle disponible de ces équipements date du mois d'août 2024, l'exploitant informe l'inspection que le prochain contrôle est programmé le 20/05/2026.  
L'exploitant ne respecte pas la périodicité de contrôle des détecteurs, et n'est pas en mesure de justifier la fonctionnalité des détecteurs ni le maintien de leur efficacité dans le temps.  
La prescription n'est donc pas respectée.

L'exploitant devra transmettre les résultats du contrôle programmé le 20 mai 2026. En tout état de cause, l'exploitant doit justifier du bon fonctionnement de ces détecteurs au plus tard le 25 mai 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 mois